



LISER - MEGA series on Gender Inequalities

#4

Inflation et inégalités de genre au Luxembourg. Consommation et épargne

Cette série de notes est publiée dans le cadre de la collaboration entre le LISER et le MEGA sur l'impact des différentes crises (COVID-19, hausse des prix des matières premières, inflation, etc.) sur les inégalités entre les hommes et les femmes.

Ce document, préparé dans le cadre de la collaboration entre le LISER et le MEGA sur l'analyse des inégalités au Luxembourg, vise à explorer les implications de l'inflation au Luxembourg et en particulier son possible effet multiplicateur sur l'inégalité des genres.

Alors que le monde est confronté à une forte augmentation des prix des matières premières, on craint de plus en plus que l'inflation n'érode le pouvoir d'achat en réduisant le niveau de vie des ménages, en particulier dans les couches sociales les plus vulnérables. Outre les pressions financières et l'incertitude qu'elle engendre pour tous, les effets de l'inflation sur le bien-être des gens varient en fonction des conditions socio-économiques, de l'âge et du genre.

Les ménages à faibles revenus sont les plus touchés pour deux raisons principales. Tout d'abord, ils sont moins capables d'adapter leurs habitudes de consommation à la hausse des prix, dépensant une plus grande part que les autres pour les produits de première nécessité tels que l'alimentation, l'énergie et le logement, domaines fortement touchés par la hausse des prix. La deuxième raison concerne l'épargne et l'endettement des ménages. Alors que l'inflation réduit la valeur réelle des dettes en cours, ce qui profite par exemple aux jeunes couples qui se sont endettés (à taux fixe) pour acheter un logement ces dernières années, la hausse des taux d'intérêt augmente le coût des nouveaux emprunts, auxquels les ménages à faibles revenus ont souvent recours pour financer leur consommation. Parallèlement, des taux d'intérêt élevés poussent vers le haut l'épargne des ménages plus riches, avec un effet multiplicatif sur les inégalités à long terme.

Authors:

E. PELUSO
D. SOLOGON

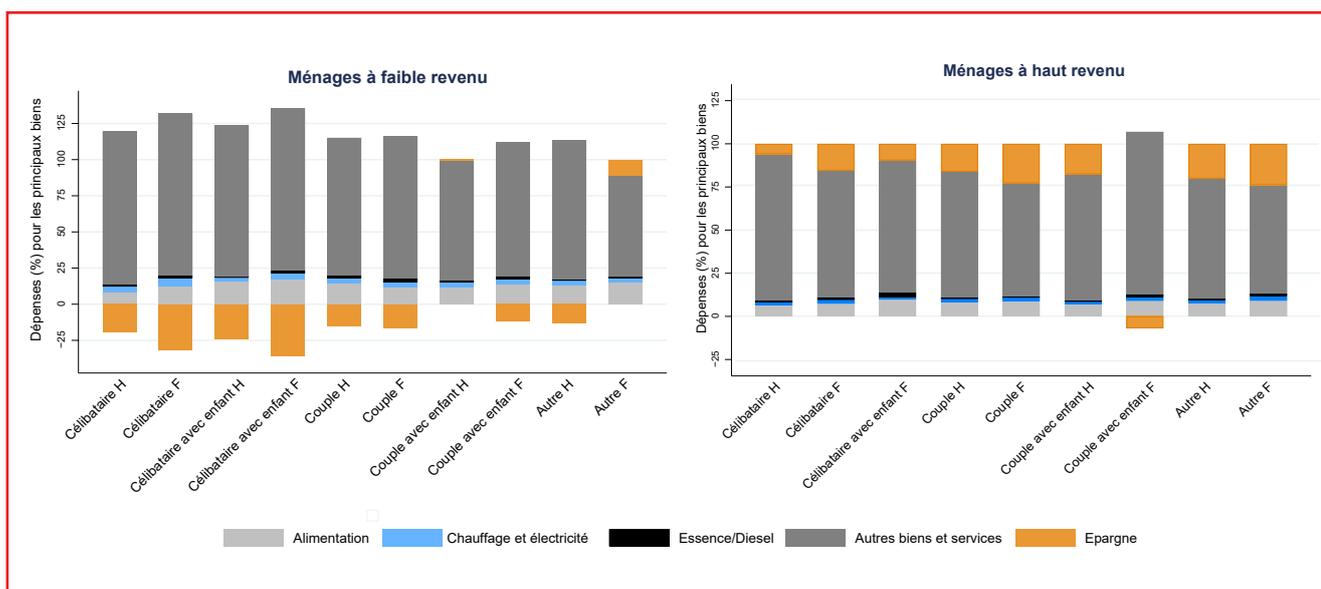
Ces deux effets (de consommation et d'épargne) peuvent affecter les hommes et les femmes d'une façon différente car, à revenu égal, les femmes ont généralement tendance à consacrer une part plus importante de leur revenu aux produits de première nécessité.

Les différences entre les genres en matière d'épargne peuvent également avoir une incidence sur la capacité de disposer de ressources qui permettent de faire face à l'inflation. En moyenne, les femmes épargnent moins que les hommes pour plusieurs raisons, parmi lesquelles des différences d'emploi (comme le type de poste ou encore le temps de travail) et des interruptions de carrière plus fréquentes.

Pour étudier les différences dans les modes de consommation entre les hommes et les femmes et expliquer les effets de l'inflation, nous utilisons un «modèle de micro-simulation» qui nous permet d'analyser les habitudes de dépenses des ménages par rapport à différents types de biens et à la variation de leur prix. Pour cette étude, les données de l'enquête 2020 sur le budget des ménages (EBM) ont été utilisées afin de comprendre comment les variations des prix à la consommation (IPC) entre avril et juillet 2022 se sont répercutées sur les différents types de ménages : en fonction de leur composition, les dépenses et les priorités de consommation ont été traitées différemment.

Pour analyser les habitudes de consommation, nous avons groupé les dépenses des ménages en dix-neuf catégories de biens, en comparant vingt types de ménages différents, classés selon trois critères : le revenu, la taille et le genre du chef de ménage. Par rapport au revenu, nous nous sommes limités à deux groupes : respectivement les ménages avec des revenus supérieurs au revenu médian et ceux avec des revenus inférieurs. Nous avons considéré cinq types de ménages selon leur composition : adulte seul, adulte avec enfants à charge, couples, couples avec enfants à charge et « autres » (c'est-à-dire les ménages avec plus de deux adultes).

Figure 1: Dépenses en biens essentiels et épargne selon la composition familiale des ménages et leur niveau de revenu

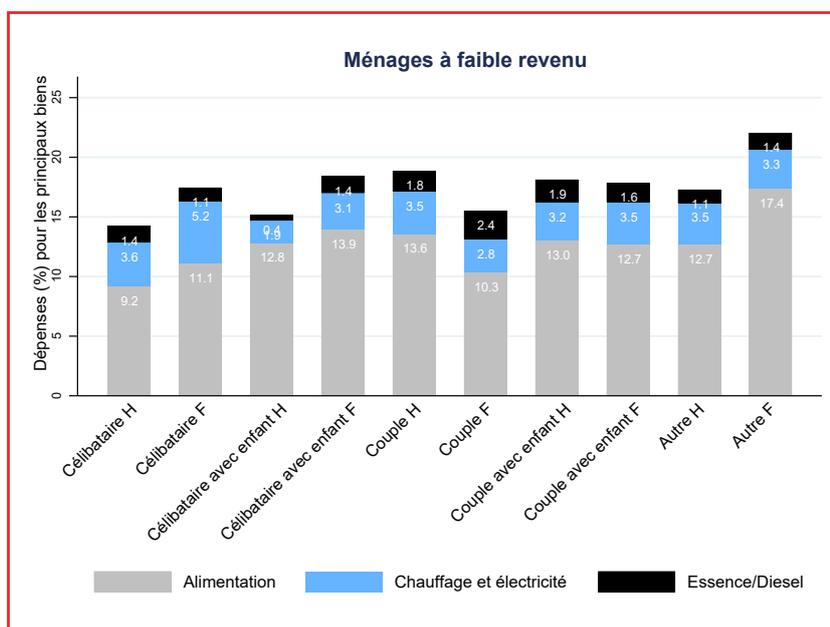


Source : Calculs LISER basés sur les données de l'EBM 2020.

La Figure 1 ci-après montre comment les ménages à faible revenu et à revenu élevé partagent leur argent entre l'achat de différents types de biens et l'épargne.

La Figure 1 confirme qu'au Luxembourg aussi les ménages ayant des femmes comme "chef de ménage" allouent une plus grande proportion de leur revenu à l'alimentation et à l'énergie, des produits de première nécessité. Par conséquent, ils sont plus exposés que les autres à la hausse des prix dans ces secteurs.

Figure 2: Répartition des dépenses pour certains produits de première nécessité pour les ménages dotés d'un revenu inférieur au revenu médian



Source : Calculs LISER basés sur les données de l'enquête HBS 2020

En outre, les ménages conduits par des femmes dans le groupe à faible revenu affichent des taux de désépargne plus élevés que les ménages dirigés par des hommes. En particulier, si nous regardons le graphique avec les 50 % de ménages les plus pauvres (cf. Figure 1), nous constatons que les ménages conduits par des femmes ont des niveaux d'épargne nettement négatifs. En effet, ces ménages ont souvent recours à l'endettement pour financer leur consommation, dépensant plus qu'ils ne gagnent et s'exposant ainsi non seulement aux risques liés à la hausse des prix, mais aussi à la croissance du coût de remboursement des prêts imposés par l'augmentation des taux d'intérêt.¹

¹ Les ménages qui ont eu des retards de remboursement de crédits à la consommation passent de 2% en 2020 à 4.7% en 2021 (Rapport STATEC Bien-être et cohésion sociale 2022)

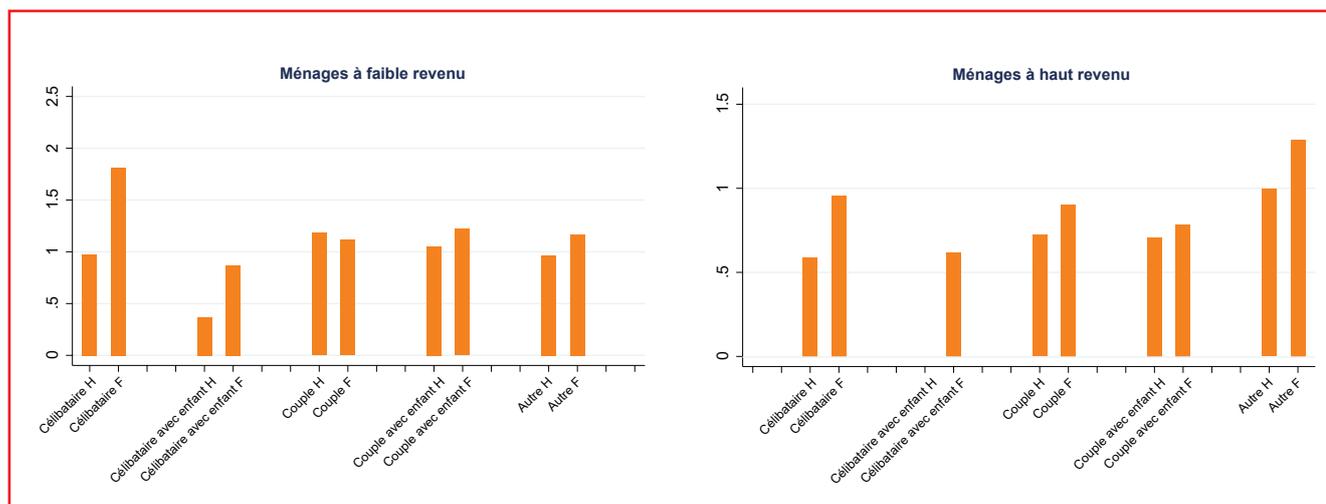
Pour regarder maintenant de plus près les différences dans les dépenses pour les biens de première nécessité, tels que le chauffage, l'électricité et la nourriture, nous nous focalisons sur la moitié la plus pauvre de la population.

La Figure 2 confirme que les ménages dirigés par des femmes consacrent une part plus importante de leur revenu au chauffage et à l'électricité que leurs homologues masculins. Cela signifie que la hausse des prix de l'énergie les touche plus durement, leur laissant moins de revenu disponible pour d'autres besoins (et pour l'épargne). En outre, nous pouvons observer que parmi les ménages avec un seul adulte (avec ou sans enfants à charge), la part des dépenses alimentaires est à nouveau plus élevée pour les ménages dirigés par des femmes. Selon le STATEC, les prix dans le secteur de l'alimentation ont augmenté en moyenne de 8 % entre janvier 2021 et juin 2022. Par conséquent, de fortes augmentations des prix des denrées alimentaires pèseraient de manière disproportionnée sur ces ménages, exacerbant potentiellement les inégalités existantes non seulement en termes de revenus, mais aussi en termes de qualité de la nourriture et de bien-être.

Pour compléter l'analyse, la Figure 3 ci-dessous montre la contribution du chauffage et de l'électricité à la hausse des prix générée d'avril à juillet 2022, en raison de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Les valeurs sur les axes verticaux indiquent les points d'inflation globale générés par les changements de prix du chauffage et de l'électricité, en fonction de la composition des ménages et de leurs comportements de consommation, simulé par notre modèle. Nous constatons que les points d'inflation générés par les coûts du chauffage et de l'électricité sont plus élevés pour les ménages dirigés par des femmes, avec des résultats significatifs pour la plupart des types de ménages, dans les deux groupes de revenus.

Ces résultats démontrent que les ménages conduits par des femmes sont en train de subir une charge disproportionnée à cause de la hausse de prix des biens de première nécessité. Cette tendance persiste dans les différentes tailles de ménages, ce qui indique une inégalité systémique où les femmes, en particulier

Figure 3: Points d'inflation causée par la hausse des prix du chauffage et de l'électricité par type de ménage



Source : Calculs LISER basés sur les données de l'enquête HBS 2020.

celles qui ont des revenus plus faibles, sont plus lourdement touchées par l'inflation au Luxembourg.

Ces résultats soulignent la nécessité pour les décideurs publics de tenir compte des différences entre les genres lorsqu'ils formulent des stratégies visant à atténuer les effets négatifs de l'inflation.

En reconnaissant et en prenant en compte ces différences entre les genres, des stratégies (comme les subventions adoptées au Luxembourg en septembre et décembre 2022) pourraient être affinées afin que l'inflation ne pèse pas de manière disproportionnée sur les femmes.

De même, il serait important d'évaluer si l'indexation des salaires, le système d'allègements fiscaux et de transferts mis en œuvre dans le pays sont en mesure de cibler et de remédier à la vulnérabilité des femmes, pas seulement envers la diminution du pouvoir d'achat des salaires, mais aussi par rapport à leur vulnérabilité financière face à la hausse des taux d'intérêt.